

À quoi sert le White House Faith Office Le bureau de la foi créé par Donald Trump ?

Définitivement placé sous le signe de la religion, le second mandat du président américain est marqué par le rôle croissant de l'agence, mise en place pour renforcer la place dominante du christianisme dans le pays et au-delà. Par Juliette Heinzlef. 09-11-2025 à 06h00, modifié à 11h07



Donald Trump, entouré de chrétiens évangéliques, prie avant de signer le décret créant le White House Faith Office, dans le bureau Oval de la Maison Blanche, à Washington, le 7 février 2025. ZUMA PRESS/WHITE HOUSE HANDOUT/MAXPPP

« Nous étions en roue libre. Et nous ne pouvons pas être en roue libre. Aujourd'hui, nous devons ramener la religion dans le pays, et je pense que nous commençons à le faire, à un très haut niveau. »

C'est en ces termes que le président américain, Donald Trump, tel un prédicateur, louait l'action du White House Faith Office à l'occasion d'un déjeuner organisé, le 14 juillet, par la structure. Créé le 7 février, ce « bureau de la foi » était jusqu'alors passé peu ou prou inaperçu parmi la kyrielle de décrets présidentiels.

L'entité est présentée par Donald Trump comme un levier essentiel : il ne s'agit ni plus ni moins que de garantir la prospérité des Etats-Unis en offrant à Dieu d'être « à nouveau accueilli dans l'espace public ». Après avoir échappé à une tentative d'assassinat, le 13 juillet 2024, le président ne pouvait pas mieux faire que d'instaurer ce bureau pour remercier la Providence et sceller son élection divine, comme il le déclara devant le Congrès, en mars : « Je crois que ma vie a été sauvée ce jour-là, à Butler [en Pennsylvanie], pour une très bonne raison. J'ai été sauvé par Dieu pour rendre à l'Amérique sa grandeur. » Une grandeur qui suppose de renouer préalablement avec la foi chrétienne, grâce au White House Faith Office.

Si le gouvernement se targue d'une initiative « *historique* » en la matière, ce n'est pourtant pas la première fois qu'un bureau consacré à la religion voit le jour au sein de l'administration américaine. Une démarche similaire avait été conduite par le président George W. Bush, avec la création, en 2001, des *White House Faith-Based and Community Initiatives* (« *Programmes confessionnels et communautaires de la Maison Blanche* »). Menés par des conservateurs défendant le fondement « *judéo-chrétien* » de la société américaine et la « *loi naturelle* » dictée par Dieu, ils entendaient donner un visage charitable au Parti républicain, incarnant la philosophie politique dite du « *conservatisme compassionnel* ».

Dans le sillage de George W. Bush

« Le but était de délester le gouvernement américain de tout un ensemble de responsabilités sociales, désormais prises en charge par des institutions intermédiaires qui seraient les Églises », explique Philippe Gonzalez, sociologue spécialiste de l'évangélisme à l'université de Lausanne, en Suisse, et auteur de *Que ton règne vienne. Des évangéliques tentés par le pouvoir absolu* (Labor et Fides, 2014). L'opération n'est, du reste, pas exempte de prosélytisme : « *Il s'agit de faire des convertis, et en même temps, des électeurs républicains.* »

La structure a survécu à George W. Bush, et plus largement au « *Grand Old Party* », puisqu'elle a été maintenue par les présidents Barack Obama et Joe Biden sous le nom de *White House Office of Faith-Based and Neighborhood Partnerships* (« *Bureau de la Maison Blanche pour les partenariats confessionnels et communautaires* »). L'accent est alors mis sur la lutte contre la pauvreté par le dialogue entre des organismes religieux interconfessionnels et séculiers.

En outre, lors de son premier mandat, Donald Trump avait lancé, en mai 2018, la *Faith and Opportunity Initiative* (« *Initiative pour la foi et l'opportunité* »), afin d'aider les organisations religieuses à accéder plus facilement aux financements publics. Bien que la création du bureau de la foi par le président millionnaire ne se révèle donc pas si novatrice qu'il le prétend, la forme et la visée qu'il lui donne constituent, elles, une rupture majeure avec ses prédécesseurs.

Le changement de nom est, en cela, significatif : la mention des « *partenariats* » disparaît, et seule subsiste « *la foi* ». Preuve d'une réorientation explicite, selon André Gagné, professeur titulaire de théologie à l'université Concordia (Canada) : « *Il ne semble plus y avoir autant de collaboration qu'avant avec les organisations laïques. Désormais, l'emphasis porte davantage sur la religion.* »

L'« évangile de la prospérité »

Certes, le décret présidentiel instituant le bureau de la foi exprime la volonté d'aider les « *entités confessionnelles, organisations communautaires et les lieux de culte* ». Toutefois, ce pluralisme affiché tranche avec la composition de la structure : « *On n'a jamais vu autant d'évangéliques charismatiques* [mouvement protestant qui interprète la Bible de manière littérale, en mettant l'accent sur les guérisons miraculeuses et les prophéties] dans un bureau d'État, souligne Philippe Gonzalez. La dimension inter-religieuse n'est qu'une légère mise en scène, avec quelques acteurs juifs et catholiques acquis à la cause ultra-conservatrice. »

Le dispositif est présidé par Paula White-Cain, conseillère spirituelle de Donald Trump et télévangéliste millionnaire, adepte d'exorcismes spectaculaires ou de pratiques peu orthodoxes. En témoigne une vidéo diffusée cette année, à l'approche de Pâques, dans laquelle la prédicatrice vendait « *sept bénédictions surnaturelles* » pour la modique somme de 1 000 dollars (869 euros) au minimum. Car cette pasteure est également une adepte de l'« *évangile de la prospérité* », qui prétend que l'aisance financière est un signe d'élection divine.

À ses côtés, une autre figure influente du cercle Trump : Jennifer S. Korn, assistante adjointe du président des Etats-Unis et directrice du bureau de la foi. Cette chrétienne évangélique est, à l'instar de Paula White-Cain, membre du *National Faith Advisory Board* (« *Conseil national consultatif de la foi* »), une vaste coalition religieuse sous influence évangélique, dont l'agenda ultra-conservateur a renforcé la base chrétienne de Trump.

Mais Jennifer S. Korn est surtout une bureaucrate chevronnée. D'origine mexicaine, elle a été directrice des affaires hispaniques et féminines au bureau des relations publiques de la Maison Blanche, lors du premier mandat de George W. Bush (2000-2004), avant de jouer un rôle-clé dans le ralliement du vote latino-américain pour sa réélection en 2004. Républicaine convaincue et surtout fidèle parmi les fidèles de Trump, elle a exercé, lors de sa première mandature, une fonction analogue, en renforçant les liens entre l'administration et les communautés hispaniques ainsi que religieuses.

« **Éradiquer les préjugés anti-chrétiens** »

Les deux femmes érigent en étendard la mission du bureau de la foi : protéger la « *liberté religieuse* ». Si le concept constitue, de fait, un principe démocratique, il possède un sens particulier dans la perspective trumpiste. « *Communément, il signifie que chacun devrait être libre en matière de religion, tant que cela ne nuit à personne*, décrypte Julie Ingersoll, professeure en sciences des religions à l'université de Floride du Nord et spécialiste de l'évangélisme américain. *Cependant, pour les nationalistes chrétiens, la liberté religieuse est le droit à ce que le christianisme conserve ses privilèges en tant que religion dominante.* »

C'est ainsi qu'un des groupes de travail du bureau de la foi vise à « *éradiquer les préjugés anti-chrétiens* », tandis qu'une « *commission sur la liberté religieuse* » a été mise en place afin de « *garantir la liberté religieuse au niveau national* ». Alors que 62 % des Américains s'identifiaient comme chrétiens, selon une étude du Pew Research Center menée entre 2023 et 2024, la rhétorique employée par le gouvernement induit un renversement des rapports de force. Les chrétiens seraient une minorité que l'administration Biden « *militarisée* » aurait « *persécutée* » pour avoir « *vécu paisiblement leur foi* », clame la fiche d'information de la Maison Blanche consacrée à la création du bureau de la foi.

Et Paula White-Cain d'évoquer, lors d'un entretien, le 1^{er} mai, avec la chaîne de télévision évangélique *Christian Broadcasting Network*, l'arrestation de vingt-trois militants *provie* alors qu'ils priaient « *silencieusement* » devant une clinique qui pratiquait l'avortement. Or, Julie Ingersoll le rappelle : « *Des lois protègent les patientes en définissant un périmètre que les manifestations ne doivent pas franchir. Mais les militants provie qui l'ont enfreint présentent leur arrestation comme une atteinte à leur foi.* »

Les attaques vilipendant l'administration Biden vont d'ailleurs bien au-delà de la sphère politique : elles emploient une rhétorique de la guerre spirituelle, associant les démocrates à des forces démoniaques, pointe Philippe Gonzalez, qui voit dans le bureau de la foi l'« *institutionnalisation de ce langage* ». Ce que semblent confirmer les propos de Jennifer S. Korn lors de la Conférence nationale des leaders chrétiens hispaniques, en octobre : elle confie n'avoir « *jamais vraiment compris ce qu'était le combat spirituel avant de travailler pour le président Trump* ».

Derrière ces déclarations, la structure vise **une cible : l'amendement Johnson de 1954, qui conditionne l'exemption fiscale des institutions religieuses à l'interdiction de soutenir un candidat politique** – ce qui est une forme de séparation de l'Église et de l'État. En juillet, un événement a ébranlé cette disposition légale, lorsque deux Églises texanes et le *National Religious Broadcasters*, un groupe de médias évangéliques membre du comité consultatif de la commission sur la liberté religieuse, ont contesté l'amendement en justice, le présentant comme une atteinte à la liberté d'expression.

À rebours de soixante-dix ans de jurisprudence, le fisc américain a conclu, le 7 juillet, un accord les autorisant à communiquer, dans des contextes spécifiques, leurs candidats favoris.

« *Le bureau de la foi galvanise ce type d'actions en interpellant les instances politiques jugées déviantes*, observe André Gagné, auteur de *Ces évangéliques derrière Trump* (Labor et Fides, 2020). *Peut-on, dès lors, vraiment croire à une stricte séparation de l'Église et de l'État ?* »

À proximité immédiate du bureau Ovale

Pour asseoir l'autorité de la structure, rien n'a été laissé au hasard. De manière inédite, le Faith Office est rattaché à l'aile ouest de la Maison Blanche, berceau du pouvoir, où se trouve le célèbre bureau Ovale du président. « *Cela signale l'importance de cette structure, qui joue un rôle stratégique crucial dans les priorités nationales. Les initiatives religieuses se voient intégrées aux grandes orientations politiques des États-Unis. C'est une prise de contrôle de l'État par le religieux* », poursuit le spécialiste.

Cependant, malgré son envergure, le bureau de la foi ne possède aucun site Internet officiel qui puisse rendre compte des actions menées depuis février – sur la Toile, il existe bien une adresse au nom de l'agence gouvernementale, mais qui apparaît être un faux. Cette opacité conforte l'impression que la structure, potentiellement tentaculaire, officie à travers de multiples agences de l'administration.

De fait, en collaborant avec le groupe de travail créé « *pour éradiquer les préjugés anti-chrétiens* », présidé par la procureure générale Pam Bondi, le bureau de la foi affiche une proximité inhabituelle avec le département de la justice. Plus probant encore, l'ensemble des dirigeants des différents ministères et agences sont membres de ce groupe. Selon le décret, il s'agit d'« *examiner les activités de l'ensemble des départements et agences exécutifs* ». Sont notamment concernés la police fédérale (FBI), le département de la santé, celui de l'éducation, etc.

En d'autres termes, chaque entité de l'administration Trump à des comptes à rendre au White House Faith Office.

« *C'est une sorte de police idéologique dans chaque département, analyse Philippe Gonzalez, et l'ensemble du gouvernement est devenu une forme d'extension du bureau de la foi. En cela, ce dernier n'a même plus besoin d'être visible, puisque tous les ministères sont impliqués.* »

Le Faith Office semble ainsi s'inscrire dans la mouvance d'un courant de pensée chrétien ultra-conservateur, le *dominionisme*, qui défend « *l'idée que les chrétiens sont appelés par Dieu à exercer leur autorité dans une société donnée en prenant le contrôle des institutions politiques, sociales et culturelles d'une nation* », résume André Gagné.

Une nation, et bien au-delà : « *Les partisans du dominionisme estiment que chaque pays devrait avoir son propre nationalisme chrétien mais qu'ils pourraient se coordonner entre eux. C'est un conservatisme chrétien global cherchant à exercer une domination sur le monde entier* », estime Julie Ingersoll. Paula White-Cain vient d'ailleurs d'entamer, le 3 novembre, une tournée dans quatre pays d'Afrique centrale et des Grands Lacs.

Invitée du podcast évangélique « *Babel Undone* » le 5 septembre, Jennifer S. Korn abonde dans ce sens, en évoquant « *les autres pays qui souhaitent créer leur propre bureau gouvernemental consacré à la foi* » et l'aspiration des États-Unis à être « *un phare* » de la liberté religieuse. Une œillade à la « *ville étincelante sur la colline* », cette formule du président Reagan inspirée de l'Évangile qui présente les États-Unis comme un modèle pour le reste du monde. La foi, dans la perspective trumpiste, redore surtout les oripeaux de l'exceptionnalisme américain.